

LE GOUVERNEUR DE LA BANQUE D'ALGÉRIE FACE AUX SÉNATEURS

125, 95 milliards de dollars de réserves et 6,44% d'inflation au mois d'avril

Le gouverneur de la Banque d'Algérie a présenté hier son rapport sur la situation financière et monétaire de l'Algérie devant les membres du Conseil de la nation. Selon Mohamed Leksaci, les réserves de change ont atteint 125,95 milliards de dollars à fin avril 2008.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Le Conseil de la nation a consacré, hier, une séance plénière à la présentation du rapport de la situation financière et monétaire du pays.

Le gouverneur de la Banque d'Algérie s'est chargé de cette présentation qui, habituellement, est réservée à

l'Assemblée populaire nationale. Il est d'ailleurs utile de préciser que le rapport en question est quasiment le même que celui présenté il y a quelques mois devant la Chambre basse du Parlement. Mohamed Leksaci a toutefois procédé à une «mise à jour» de certains indices. Ainsi, les

réserves de change ont connu une hausse significative puisqu'elles ont atteint les 125,95 milliards de dollars à fin avril 2008. Une augmentation de 13,38 milliards de dollars comparativement avec le mois de mars 2008. D'un autre côté, le taux d'inflation a atteint 6,44% au mois d'avril contre 5,63 à fin mars.

Selon Mohamed Leksaci, ce pic s'explique par l'augmentation des prix des produits de large consommation. Sur un autre plan, le gouverneur

de la Banque d'Algérie a expliqué aux membres du Conseil de la nation que les autorités publiques ont décidé de privilégier le recours aux placements en bons du Trésor, notamment aux Etats-Unis, plutôt que les dépôts dans les banques. Cette stratégie a été mise en œuvre dans un souci de «sécurisation» de l'argent public. Dans la même optique, Mohamed Leksaci annoncera également le lancement d'un processus de diversification des monnaies.

Interrogé par un sénateur sur la qualité des billets de banque, qualifiés de «danger pour la santé publique» de par leur état, le gouverneur de la Banque d'Algérie a indiqué qu'une opération de renouvellement des billets de 1000, 500 et 200 dinars a débuté en 2004. Au cours de l'année 2006, un total de 160 milliards de dinars en billets neufs ont été mis en circulation. Cette masse a atteint les 203,1 milliards en 2007.

T. H.

LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE ET PROMOTION DE L'EMPLOI

L'Algérie fait appel à l'expérience des Espagnols

Comment passer du stade de la gestion du chômage à celui de la gestion de l'emploi en Algérie ? C'est à cette question qu'a tenté de répondre l'atelier technique de l'emploi, qui se déroule depuis hier à l'hôtel El-Aurassi à Alger.

Lyès Menacer - Alger (Le Soir) - La rencontre a été initiée par l'agence nationale de l'emploi (Anem), en collaboration avec l'agence espagnole de la coopération internationale. Présent à la cérémonie d'ouverture, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, M. Tayeb Louh, a déclaré qu'il faudrait arriver à un équilibre entre l'offre et la demande en matière de création de postes d'emploi.

Cet objectif ne peut être atteint, selon M. Oriol Homs, directeur général du Cirem (Centre d'initiatives et de recherches européennes en Méditerranée), qu'en modernisant le service public de l'emploi. «Il faut créer les conditions nécessaires pour rétablir la confiance entre le jeune chômeur et les agences publiques de l'emploi. C'est aux responsables char-

gés de ce secteur d'aller à la rencontre des demandeurs de poste d'emploi et non pas le contraire. Il faut sortir sur le terrain et établir un programme d'accompagnement en faveur des jeunes chômeurs afin de leur permettre une meilleure insertion socioprofessionnelle», a-t-il suggéré lors de son intervention.

«Pour ce faire, il est indispensable de mobiliser tous les acteurs concernés par cette problématique», a-t-il dit, ajoutant que c'est uniquement à travers l'économie que l'on peut créer de l'emploi. En ce sens, «la politique de l'emploi doit s'adapter aux changements opérés par le marché de l'emploi. La stratégie de création de l'emploi ne peut être efficace s'il l'on ne prend pas en compte les besoins du marché de l'emploi, notamment en matière de formation», a indi-

qué M. Homs. Le conférencier estime, en effet, que la problématique de l'emploi est aussi bien culturelle, politique et sociale. Il a évoqué l'expérience espagnole en la matière qui a permis à ce pays de voir le taux de chômage baisser de 20% à moins de 10% entre 1977 et 2008..

L'encouragement de l'investissement et la mise en place de différents dispositifs de création d'emploi en Espagne durant la même période ont aussi contribué à l'essor économique de ce pays. C'est de cette expérience espagnole qu'a voulu profiter l'Anem pour donner un autre souffle au marché de l'emploi en Algérie, en butte à d'énormes difficultés.

La mise en place des différents dispositifs de création d'emploi tels que la Cnac, l'Ansej, l'Angem, l'IAIG, l'Esil, etc., a montré ses limites. La réticence des établissements financiers envers les jeunes chômeurs qui désirent lancer leurs propres PME/PMI s'est répercuté négativement sur la réussite de la

politique de l'emploi en Algérie. Le lancement, il y a quelques semaines, d'un nouveau dispositif, portant le recrutement de nouveaux diplômés a donné un brin d'espoir à ces jeunes chômeurs issus de l'université et des centres de formation professionnelle. Le dispositif en question prévoit, selon M. Louh, le placement d'environ 450 000 personnes d'ici un an. L'Etat prendra en charge le règlement de leur salaire sur une période de trois ans à hauteur de 12 000 dinars la première année, 10 000 DA durant la deuxième année et 8 000 DA la troisième année. Obligation faite aux entreprises, publiques et privées de recruter ces jeunes une fois la période de trois ans écoulée.

Selon M. Louh, plus de 21 000 jeunes diplômés ont déjà été placés dans des entreprises dans le cadre de ce nouveau plan de lutte contre le chômage et de la promotion de l'emploi.

L. M.

FORMATIONS TOURISTIQUES ET HÔTELIÈRES

40 établissements s'engagent à harmoniser leur système d'enseignement

Une quarantaine d'établissements de formation en hôtellerie, tant du secteur public que privé, se sont engagés hier solennellement à l'occasion d'une rencontre sur le tourisme, organisée par le ministère de l'Aménagement du territoire, de l'Environnement et du Tourisme, à harmoniser leurs programmes d'enseignement à la faveur de leur adhésion à la nouvelle charte de la formation en tourisme.

Lotfi Mérad - Alger (Le Soir) - Cette charte s'inscrit dans le cadre du schéma directeur de l'aménagement et du tourisme adopté lors des assises internationales sur le tourisme tenues en février dernier à Alger. Elle favorise l'application concrète de

la stratégie de formation en tourisme répondant aux besoins des professionnels des voyages et de l'hôtellerie, selon des standards internationaux. La même charte définit quatre principes fondamentaux destinés à être intégrés par chaque partenaire signa-

taire dans sa démarche de formation. Il s'agit de mettre en place un véritable programme d'enseignement développant le savoir, le travail de partenariat, de valoriser la création et l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication et d'assurer un rapprochement avec les grandes institutions internationales et les grandes écoles spécialisées dans le domaine du tourisme et de l'hôtellerie. Les signataires s'engagent également à adhérer à l'éthique de la

formation en tourisme, d'œuvrer pour un meilleur rendement dans la qualification des stagiaires et enfin de mettre en place un programme commun en formation hôtelière et touristique. L'objectif étant de ressortir avec un nouveau dispositif de formation du tourisme, des voyages et de l'hôtellerie «en adéquation avec les ambitions du développement touristique à un enseignement capable de fournir au secteur dans un partenariat public-privé, une main d'œuvre compétente fiable

et compétitive à tous les niveaux d'intervention», a souligné à ce propos Chérif Rahmani, ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Environnement et du Tourisme. A titre de rappel, les objectifs de formation pour la période 2008-2015 sont fixés à quelque 95 000 stagiaires, toutes spécialités confondues. Le schéma directeur de l'aménagement et du tourisme ambitionne de former d'ici à 2025 pas moins de 150 000 stagiaires.

L. M.

ÉDUCATION

Les enseignants contractuels veulent aller vers une grève de la faim

Ils ne disent pas quand, mais ils semblent déterminés. Les enseignants contractuels radicalisent leur action de protestation et envisagent d'entamer, dans un avenir proche, une grève de la faim. C'est ce qui ressort du dernier Conseil national des enseignants contractuels (Cnec) qui s'est tenu le week-end passé, pour décider de l'action à mettre en place d'ici la rentrée scolaire afin de convaincre le ministère de l'Education nationale de revenir sur sa décision catégorique de n'intégrer les contractuels que dans le cadre des concours qui seront organisés, dans les semaines à venir, par les directions de l'éducation. Aucune mesure supplémentaire n'est envisagée, en effet, en dehors de ce cadre.

C'est ce qui inquiète d'ailleurs les enseignants contractuels, notamment ceux qui ont à leur actif plus d'une dizaine d'années dans l'enseignement et qui, aujourd'hui, constatent que leurs diplômes ne sont pas valables ou ne figurent pas dans la liste des diplômes agréés pour les concours.

A propos des concours, le Cnec réclame l'organisation de plusieurs sessions afin de permettre une large adhésion des enseignants, sachant que le nombre de postes disponibles est important (29 000 postes). Ce que redoutent toutefois ces contractuels est de voir ces postes occupés par d'autres diplômés fraîchement sortis de l'université, au détriment des longues années de labeur dans le corps enseignant.

Revenant à la grève de la faim, le Cnec annonce l'adhésion de 25 wilayas à ce mouvement. Ils sont 40 enseignants à initier l'action. Ils appellent ainsi leurs collègues contractuels à les rejoindre pour une consolidation des actions enregistrées tout au long de l'année scolaire qui vient de s'écouler. Cependant, il faut signaler que le moment n'est pas bien choisi pour ce genre d'action.

Entamer une grève de la faim en période des grandes chaleurs pourrait engendrer des conséquences néfastes sur la santé de ces personnes.

R. M.